



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2607
20 juillet 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



REUTERS

Travailleurs et patrons ne jouent pas dans la même équipe

Mondial
**Une victoire
très exploitée**

page 4

Entreprises
**Travailleurs
en lutte**

pages 9 à 11

Israël-Palestine
**Non à la loi
d'apartheid!**

page 7

Le Mondial et le piège de l'unité nationale

Il aura été difficile d'échapper au battage médiatique autour de la victoire des Bleus en Russie. Ces joueurs ont certes du talent, et la composition de l'équipe de France, avec ses Mbappé, Pogba et Umtiti, ses enfants d'immigrés camerounais, algériens, guinéens, maliens ou haïtiens, devrait rabattre leur caquet à tous ceux qui nous expliquent que les migrants sont un danger. Plus de la moitié des 23 joueurs français sont d'origine africaine.

Et encore, nous ne saurons jamais combien de talents potentiels sont morts en Méditerranée, se heurtant aux murailles érigées par les pays riches comme la France.

Sans avoir joué une seule minute, de nombreux politiciens aimeraient bien tirer profit de ce succès. Macron s'est placé au centre de la photo, espérant ainsi regagner quelques points de popularité, alors que ce président des riches est de plus en plus rejeté par le monde du travail. Et tant d'autres, qui ne retiennent pas leurs coups quand il s'agit d'attaquer les travailleurs, tentent de faire vibrer la corde patriotique.

Certes, le football est un jeu et une occasion de faire la fête. Mais les symboles comme le drapeau tricolore et la *Marseillaise* ne sont pas neutres. Aujourd'hui utilisés pour célébrer une victoire sportive, ils l'ont été jadis pour les guerres coloniales et tant d'autres exactions. Le patriotisme a toujours été un piège utilisé par les pires ennemis des travailleurs et il servira encore, demain, pour tenter de nous unir derrière les capitalistes français, contre les travailleurs d'autres pays.

À partir du succès d'une équipe de foot, Macron, les politiciens et les grands médias voudraient nous convaincre que tous les Français sont dans le même bateau. Ils aimeraient faire disparaître les oppositions sociales et politiques. Tous unis, vraiment? Unis, les smicards et les milliardaires, dont les fortunes ont encore atteint des records? Unis, les cheminots et le gouvernement, qui démantèle leur statut pour s'attaquer à tous les travailleurs? Unis, le personnel des hôpitaux et ceux qui les soumettent à de terribles restrictions? Unis, les capitalistes comme Carrefour, sponsor de l'équipe de France, et les 2000 salariés qu'il veut licencier?

Le foot est un business dans lequel on dépense « un pognon de dingue ». On critique les sommes exorbitantes

empochées par certains joueurs. Mais si certains d'entre eux gagnent des millions, c'est en partie grâce à leur travail et à leur talent. En revanche, les sponsors, les grands médias, les équipementiers touchent le jackpot sans marquer le moindre but. Dimanche soir, à 360 000 euros la demi-minute de publicité, TF1 pouvait être heureux de la victoire... du Dieu pognon.

En Italie, un syndicat d'une usine Fiat a dénoncé le fait que la Juventus de Turin, qui appartient à la famille Agnelli, propriétaire de la firme automobile, venait de déboursier 100 millions d'euros pour acheter Cristiano Ronaldo. Le décalage entre les sommes disponibles pour un transfert et les menaces de licenciement qui pèsent sur les ouvriers de Fiat est en effet révoltant.

Les politiciens utilisent le football pour faire passer leurs coups bas. En Russie, Poutine a profité du Mondial pour augmenter la TVA et retarder l'âge de départ à la retraite de huit années pour les femmes et de cinq années pour les hommes, interdisant les manifestations dans les villes où se tenaient les matchs, sans pouvoir totalement les empêcher.

Ici, après avoir célébré la victoire des Bleus, Macron et son gouvernement vont poursuivre leur sale besogne. Ils veulent s'attaquer aux régimes de retraite et aux aides sociales et, entre autres, prélever un milliard d'euros sur les aides personnalisées au logement. Même les handicapés sont ponctionnés. Le gouvernement veut supprimer 100 000 emplois aidés cette année, et 120 000 emplois publics d'ici 2022. Quant aux capitalistes qui affichent leur logo dans les stades et sur les écrans, ils vont continuer à produire plus avec toujours moins de salariés, toujours plus exploités, pour gaver des actionnaires toujours plus riches.

Comme en 1998, après la fête, les réalités sociales nous rattrapent. Le Mondial terminé, les problèmes des travailleurs, des chômeurs, des jeunes condamnés à la précarité et des retraités sont intacts. La guerre sociale continue et nous impose de nous battre pour défendre nos intérêts de travailleurs. Il faut mener cette lutte contre les capitalistes, contre les Macron et contre tous ceux qui parlent d'unité nationale pour mieux gouverner au profit des plus riches.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Gouvernements syndicats: le retour du blabla social?	3
CAP 2022: expertise sur mesure pour le patronat	3
Finance: le gouvernement aux petits soins	3
Mondial: une victoire très exploitée	4
On a gagné!! / ça sent l'arnaque / Vive la France	
Bernard Arnault: les vérités d'un grand patron	5



DANS LE MONDE

États-Unis: vers la guerre commerciale	6
Haïti: le Premier ministre démissionné par la rue	6
Mesures pour l'emploi: des handicapés inquiets	5
Antiterrorisme: une nouvelle pincée de poudre aux yeux	5
Noyades: des morts qu'on pourrait éviter	8
Violences policières au tribunal de Paris	8
Travailleurs détachés: les damnés de la terre	8
Nantes: un camp de réfugiés au centre-ville	8
Parcoursup: la galère des bacheliers	8



Afghanistan: une guerre sans fin 7



Allemagne: sinistre anniversaire	7
Mali: candidats à servir l'impérialisme français	12
Géants du pétrole: ils empoisonnent l'Afrique	12

ENTREPRISES

Actemium et Siemens - Roissy	9
Ryanair	9

La Poste - Rosny-sous-Bois 9

Tati - Chambray-lès-Tours 9

Dans les hôpitaux 10



Manpower 10

Sanofi - Mourenx 11

Lactalis 11

LUTTE OUVRIÈRE À VOTRE RENCONTRE

Les étapes 12

Gouvernement-syndicats : le retour du bla-bla social ?

Mardi 17 juillet, Macron a reçu les dirigeants patronaux et syndicaux. Officiellement, il s'agissait de leur faire part du calendrier des nouvelles réformes – comprenez : attaques contre les travailleurs – prévues dès le mois de septembre.

Officieusement, il s'agissait de montrer aux responsables des syndicats de salariés que le gouvernement allait un peu plus les associer à ses initiatives.

Depuis son élection, Macron a voulu montrer qu'il pouvait gouverner et faire passer toutes ses attaques contre les travailleurs sans même avoir à amadouer un ou plusieurs représentants syndicaux. Pour imposer la réforme ferroviaire, sa dernière offensive en date contre les cheminots, Macron a même rejeté les mains tendues de certains d'entre eux : comme celle de Laurent Berger de la CFDT, qui ne demandait pourtant au gouvernement que bien peu de choses pour se désolidariser de la grève. Mais, même cela, Macron ne l'a pas cédé, préférant jouer à l'homme fort, celui qui défiait les cheminots, dont la réputation

est d'être des travailleurs qui ne se laissent pas faire et capables de se lancer dans des grèves dures et longues.

Or, à la rentrée, le programme de Macron comporte de s'en prendre aux retraites ouvrières, à l'assurance chômage, et aussi un plan pauvreté contenant encore d'autres mesures contre les couches populaires. Cette fois, il pourrait essayer de mettre de son côté une ou deux confédérations syndicales avant d'entamer le bras de fer avec les autres et avec les travailleurs.

Les dirigeants de la CFDT et de FO ne demandent rien d'autre et ils l'ont redit. « *Trop souvent vous voulez passer seul et ce n'est pas bon (...) pour la qualité des réformes souhaitées* », aurait dit Laurent Berger pendant la rencontre. « *La politique du "je marche seul" menée depuis un an par le président sur le*



Macron accueille Martinez le 17 juillet.

social, c'est un zéro pointé », a dit Pascal Pavageau, le nouveau secrétaire général de FO. Ces responsables syndicaux voudraient que Macron les laisse jouer leur rôle d'avocats des travailleurs, même s'il s'agit d'avocats qui ne signent que des reculs. Même Philippe Martinez de la CGT n'envisage pas fondamentalement une attitude différente. Lui aussi a déclaré qu'il attendait de Macron

qu'il « *change de politique sociale* ». Autant croire au père Noël, car cette politique est celle du patronat et ce dernier n'est pas prêt à la moindre concession.

En réalité, la grève à la SNCF, à cause de sa durée, de la détermination dont ont fait preuve les cheminots et de la large sympathie qu'elle a eue dans l'opinion publique ouvrière, amène certainement Macron à en

rabattre sur son attitude arrogante et à chercher des appuis du côté des directions syndicales. Mais, que Macron joue à l'homme fort ou à l'homme de dialogue, comme le réclament les dirigeants syndicaux, cela ne changera rien. Aux travailleurs de ne pas se laisser tromper par ce genre de manœuvre cousue de fil blanc.

Pierre Royan

CAP 2022 : expertise sur mesure pour le patronat

Un rapport du Comité action publique 2022 (CAP 2022) vient de rendre des conclusions sur la réforme de l'État, publiées en partie par Le Figaro. Elles devraient inspirer les différents ministres.

L'objectif est d'économiser une trentaine de milliards d'euros et de réaliser la suppression de 120 000 emplois, en sabrant dans les dépenses de la Fonction publique et en transférant une partie de ses services à des agences sans doute intéressantes pour le privé. Ainsi « *le recouvrement de l'impôt et le contrôle, le conseil aux entreprises, les études économiques, les missions des douanes* » pourraient être réalisés par des agences et non par l'administration centrale.

Selon ces experts, l'État devrait achever la décentralisation en complétant le transfert de compétences aux collectivités locales (énergie, logement, ferroviaire...) pour gagner un milliard d'euros. Il devrait « *assouplir* » le statut des fonctionnaires : cela permettrait, précisent les auteurs du rapport en toute hypocrisie, « *d'offrir la possibilité d'évolutions entre les trois Fonctions publiques* ». Il

devrait désengorger l'hôpital et faire plus de cinq milliards d'économies grâce à une meilleure coordination et à l'innovation, pas en embauchant, évidemment ! Enfin, en responsabilisant les chômeurs et en recentrant la mission de Pôle emploi sur le contrôle et l'indemnisation, il devrait réussir à faire baisser la durée du chômage.

Le reste du rapport, non publié, devrait être de la même eau. Le gouvernement ne le présente que comme des pistes, proposées tout de même par des experts. Mais, comme par hasard, ces experts se trouvent être d'anciens hauts fonctionnaires ou des dirigeants de sociétés, dont le président du conseil d'administration de Safran et une ancienne économiste du FMI, le tout commandité par le gouvernement lui-même, pour faire approuver sa politique propatronale.

La ficelle n'est-elle pas un peu grosse ?

Sylvie Maréchal

Finance : le gouvernement aux petits soins

Mercredi 11 juillet, devant un parterre de 250 financiers internationaux invités au Quai d'Orsay, Édouard Philippe s'est engagé à poursuivre les efforts de son gouvernement pour que la France cesse d'être un « épouvantail » pour les investisseurs.

Ces investisseurs, visiblement émotifs, prétendent hésiter devant les quelques règles qui pourraient ralentir leur course aux profits. Après avoir taillé à la hache dans le Code du travail,

Édouard Philippe promet de réduire encore davantage le « coût du travail ». Il a annoncé la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires. Il s'engage à ramener l'impôt sur les revenus des sociétés de 33,33 % à 30 %, puis à 25 % en 2022. Rappelons que cet impôt était de 50 % jusqu'en 1985, ce qui n'empêchait pas les capitalistes de s'enrichir.

L'auditoire devait être aux anges lorsque le chef du gouvernement a promis d'assouplir les règles

françaises concernant l'émission des titres financiers, qui permettent aux entreprises de mettre actions et obligations sur le marché. Une autorisation administrative était nécessaire pour l'émission de titres pour des montants supérieurs à 2,5 millions d'euros. Cette limite va passer à 8 millions d'euros.

Le gouvernement ouvre un boulevard aux champions du monde de la spéculation et tient à le leur faire savoir.

Denis Aler

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 193 (juillet-août 2018) :

- La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie
- La grève des cheminots : premières leçons
- Autonomes et black blocs : une fausse radicalité et une impasse
- Martinique et Guadeloupe : le scandale de l'empoisonnement au chlordécone
- Les Kurdes en Syrie, soumis aux manœuvres des différentes puissances
- Israël-Palestine, entre massacres et colonisation

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro



Mondial:



une victoire très exploitée

La fin de la finale du Mondial a vu des millions de personnes sortir dans les rues pour dire leur joie. Il y avait les passionnés de foot et ceux qui s'en moquent et, au-delà de la performance sportive, il y avait certainement l'enthousiasme communicatif de se retrouver si nombreux. Si nombreux, mais pour exprimer quoi ?

On comprend que des millions de personnes se soient passionnées pour le jeu, et du coup enthousiasmées pour la victoire de l'équipe qui paraissait les représenter. Mais le système médiatique et politique se charge de transformer cela en sentiment de fierté nationale, illustré par le drapeau tricolore porté par l'équipe de France. Et de là à le transformer en un sentiment d'unité nationale, il n'y a qu'un pas, que les divers dirigeants politiques essaient de leur faire franchir.

Bien sûr, ce sentiment de fierté est ressenti de façon différente suivant les personnes. Il y a un monde entre ceux qui sont d'extrême droite et voient dans chaque étranger un ennemi, et ceux qui, au contraire, ont apprécié de retrouver dans l'équipe toute la diversité de la population française. Mais l'idée qu'il existe une unité nationale, quelle que soit la manière dont elle est enrobée, est une tromperie.

C'est une tromperie qui consiste à faire croire qu'au sein du même pays tout le monde serait dans le même bateau. Comme le font les patrons lorsqu'ils prétendent que l'entreprise est une même famille, rangée derrière eux. Cela vise à masquer la lutte de classe entre exploités et exploités et à soumettre les premiers aux intérêts des seconds, au nom d'un prétendu intérêt

national qui est en réalité l'intérêt des capitalistes.

La réaction spontanée de millions de personnes a été en fait bien orchestrée et préparée. D'abord par le Mondial lui-même. Des footballeurs de toute la planète se retrouvent tous les quatre ans pour se mesurer: cela pourrait être une démonstration d'universalisme, mais cela devient une occasion d'exalter le nationalisme de chacun des pays. Car c'est toute l'idéologie de la société capitaliste qui est pétrie de nationalisme. Tous les politiciens au service de la bourgeoisie s'en font les champions. Derrière l'allégeance à la patrie, il y a leur allégeance à la classe dominante qu'ils servent. Et, à chaque occasion de ferveur patriotique, tous ces défenseurs du capitalisme sont toujours les premiers à se réjouir.

Il n'y a que le mouvement ouvrier communiste révolutionnaire qui a lutté contre les préjugés nationalistes en affirmant depuis bien longtemps que les prolétaires n'ont pas de patrie et que l'émancipation des travailleurs passe par leur union, quelles que soient leur origine et leur nationalité, contre leurs exploités. Le drapeau de la révolution sociale n'est celui d'aucun pays, c'est le drapeau rouge, et son hymne est *l'Internationale*.

Pierre Royan

La banlieue, le président et sa com'

« Vous êtes un exemple pour tout un tas de jeunes », « Ne changez pas ! Restez vous-mêmes ! Souvenez-vous toujours de là d'où vous venez, des clubs qui vous ont formés, de vos parents qui n'ont pas compté leurs heures », a déclaré Macron à l'Élysée le 16 juillet, lors de la réception des Bleus, devant 3 000 invités.

Des centaines de jeunes étaient venus, notamment de clubs de banlieues populaires où avaient commencé à évoluer Mbappé, Pogba, Matuidi et Kanté. Macron voudrait faire un peu oublier qu'il est le président des riches et, depuis la victoire des Bleus, il mouille le maillot.

Tous les joueurs ont eu droit aux embrassades de Macron, comme s'il était leur copain depuis toujours. Comme s'il était un peu aussi des quartiers pauvres, alors que toute sa carrière s'est déroulée sous les auspices de la haute finance et sous les ors de la République.

Lors de la première étoile des Bleus, pour se faire mousser, Chirac les avait accueillis sur le perron de l'Élysée. Vingt ans après,

Macron en rajoute sous l'œil des caméras, multipliant les gestes d'affection et prenant la pose sur le mode guerrier qu'affectionnent les footballeurs, à la suite des handballeurs.

« C'est ça la France », a lancé Macron, celle des quartiers, celle qui gagne. Pour celles et ceux qui se souviennent de 1998 au stade de France, à Saint-Denis, en banlieue donc, cela a un air de déjà-vu. À l'époque, en célébrant l'équipe black-blanc-beur, les politiques juraient que cela inaugurerait une ère nouvelle pour les habitants des banlieues. Défavorisées à l'époque, elles le sont restées. Leur situation continue de se dégrader, comme s'est aggravé sous les coups du patronat et des gouvernements successifs le

sort des classes laborieuses en général.

Et cela ne risque pas de s'arranger, quand même le très timide plan banlieue de Borloo, commandé par le pouvoir, a filé à la poubelle. Alors, Macron veut donner le change. Et ses ministres aussi, tel celui à la Cohésion des territoires, Mézard, qui est allé pérorer à Marseille sur l'insertion par le sport.

Si, avec tout ça, les jeunes des banlieues ne s'en sortent pas, ce sera de leur faute ! Car c'est ce que signifie Macron quand il déclare: « Une compétition est réussie quand elle est gagnée. » En sport, pour qu'une équipe gagne, il faut que toutes les autres perdent. Et pour que les patrons réussissent, il faut que tous les autres, les travailleurs, les petits, soient perdants. En attendant que ces derniers sortent le carton rouge pour ce système capitaliste et pour les politiciens qui le défendent.

Pierre Laffitte



Kylian Mbappé à Bondy.

Derrière les confettis la réalité

Le sport dans les quartiers populaires est mis à l'honneur au travers du parcours de plusieurs champions du monde de football.

Vomi dans les classes populaires à cause de son arrogance de banquier et de sa politique brutalement antiouvrière, Macron a joué sur cette corde pour soigner son image en invitant

dans les jardins de l'Élysée de jeunes admirateurs des Bleus.

Mais, de retour chez eux, ces jeunes de banlieue ne peuvent pas dire merci à Macron et à son gouvernement: cette année le Centre national pour le développement du sport a été privé de 175 millions d'euros de crédits. Cet organisme,

qui a ainsi vu son budget 2018 amputé d'un tiers par rapport à 2017, est pourtant censé aider les quartiers prioritaires de la politique de la ville à construire les équipements sportifs dont ils sont sous-dotés.

Grattez la com' et la réalité apparaît.

L. D.

Pussy Riot: 4 - Poutine: 0

Au beau milieu de la finale de la Coupe du monde, quatre membres des Pussy Riot, un groupe de punk rock féministe russe, ont réussi à déjouer la surveillance de la police pour s'inviter sur le terrain. Une jeune femme a même fait un « high five » avec Kylian Mbappé. La photo a fait le tour des réseaux sociaux.

Les manifestants voulaient rappeler à la face du monde que la Russie est un régime autoritaire et revendiquer la libération de tous les prisonniers politiques.

En 2012, trois membres des Pussy Riot avaient été condamnées à deux ans de camp pour incitation à la haine religieuse, suite à une prière punk anti-Poutine

dans une église orthodoxe.

Après leur coup d'éclat contre Poutine et son régime, les quatre Pussy Riot écopent cette fois de quinze jours de prison et trois ans d'interdiction d'assister à des événements sportifs, et gagnent la première place pour ce qui est de la détermination et de l'audace.

D. A.

Bernard Arnault: les vérités d'un grand patron

Dans une édition spéciale sur les grandes fortunes, le magazine *Challenges* interroge Bernard Arnault, l'actionnaire principal de LVMH et le capitaliste le plus riche de France, dont le patrimoine a augmenté de 56% cette année et culmine à 73 milliards d'euros.

Arnault est l'actionnaire principal du groupe Louis Vuitton Moët Hennessey (LVMH), chef de file de l'industrie du luxe avec plus de 70 marques. Il est également propriétaire de médias comme *Les Échos*, *Le Parisien* et *Radio classique*. Sans compter ses multiples stock-options, le grand patron touchera plus d'un milliard d'euros de dividendes en 2018.

Interrogé sur le caractère durable de l'engouement pour le secteur du luxe, il répond: «*La question est de savoir si nous allons rester dans un monde sans crise économique majeure, tel que nous le vivons depuis dix ans. [...] Ma réponse est non, nous rencontrerons une crise dans les années qui viennent, qui touchera tous les secteurs de l'économie, mais nous ne*

savons ni quand, ni quelle sera son origine. [...] Le jour où la tendance s'inversera, tous les marchés seront entraînés, et toutes les valeurs seront affectées.»

Mais, conscient d'évoluer dans un système condamné à des effondrements périodiques, Arnault sait aussi que les crises recèlent des opportunités de s'enrichir pour les plus gros requins et ajoute: «*C'est ce que dit souvent Warren Buffet: le jour où la mer se retire on voit ceux qui nageaient sans maillot!*» Autrement dit, les plus grands capitalistes survivent et s'enrichissent aux dépens d'autres, trop



Arnault, à gauche, avec Macron.

fragiles pour résister à la tempête.

Le seul développement que ce capitalisme en bout de course connaisse est basé sur l'hypertrophie du secteur financier. «*L'argent qui ne coûte rien et coule à flots*», comme le souligne Arnault, nourrit la spéculation financière, les rachats d'entreprises, sans que les investissements productifs suivent. Pour Arnault et ses

semblables, c'est une opportunité pour multiplier les milliards de profits. Mais pour les travailleurs, cela signifie une exploitation accrue, un recul général de leurs conditions de vie et la menace de voir toute la société s'enfoncer un peu plus dans le chaos.

Les maîtres de la société capitaliste le confirment: leur système n'a pas d'avenir!

Léna Pigalli

Mesures pour l'emploi: des handicapés inquiets

La ministre du Travail a signé le 12 juillet avec des organisations de handicapés un engagement pour doubler le nombre de ceux qui ont un emploi. Mais, au vu des mesures proposées, des doutes s'expriment.

Le chômage des handicapés en France est un scandale. Officiellement, il concernerait 500 000 d'entre eux, soit 19%, le double de la moyenne générale. En réalité c'est pire: seulement un tiers des personnes handicapées entre 15 et 64 ans occupent un poste!

Les mesures envisagées concernent les 800 entreprises dites adaptées, des entreprises comme les autres mais dont la main-d'œuvre est à 80% au moins handicapée. Elles emploient 35 000 personnes, payées au minimum au smic. Les aides annuelles à ces entreprises passeraient de 380 à 500 millions d'ici 2022, et

selon la ministre il pourrait en résulter 40 000 emplois supplémentaires.

Mais certaines organisations de handicapés soulignent que, en créant pour ces entreprises un CDD tremplin de 24 mois et en leur permettant de jouer le rôle d'agences d'intérim, le gouvernement vise à envoyer le plus possible de handicapés vers les entreprises ordinaires. Cet objectif dit du tout-inclusif peut paraître séduisant, en faisant des travailleurs handicapés des salariés comme les autres. Mais c'est aussi une façon de se débarrasser des aides et des conditions de travail spécifiques dont

bien des handicapés ont besoin.

Et qui dit que les patrons seront partants pour cette inclusion? Beaucoup de grandes entreprises, y compris dans le secteur public, préfèrent aujourd'hui payer plutôt que d'embaucher le nombre de travailleurs handicapés prescrit par la loi.

Le gouvernement de Macron s'en est déjà pris aux handicapés, en s'arrangeant pour réduire leurs allocations et pour diminuer les aides et subventions à l'emploi qui les concernent. Dans l'Éducation nationale aussi, on a supprimé les structures spécifiques aux handicapés, sous le prétexte louable de les intégrer aux classes ordinaires, mais sans y mettre l'argent ni le personnel nécessaire. Et le résultat est souvent catastrophique.



Dans ces conditions, on comprend que même les annonces de la ministre qui se

veulent positives suscitent la méfiance!

Vincent Gelas

Antiterrorisme: une nouvelle pincée de poudre aux yeux

Vendredi 13 juillet, le Premier ministre Édouard Philippe a présenté depuis le siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) un catalogue de mesures censées lutter contre le terrorisme. Huit sont restées secrètes, mais dire qu'elles existent entrait dans la mise en scène.

En octobre 2017, une loi antiterroriste a déjà été votée. Les dispositifs de l'état d'urgence sur les assignations à résidence et les perquisitions sont devenus la norme. Mais le gouvernement a jugé que ce n'était pas suffisant et a remis le couvert sur le terrain de la sécurité. Selon le Premier ministre, le terrorisme

prend aujourd'hui «*le visage de personnes, parfois de petits délinquants, ou de personnes psychologiquement fragiles, endoctrinées ou autoradicalisées, qui s'équipent d'un armement sommaire et décident parfois très rapidement de passer à l'acte*».

Le constat est une banalité, depuis les attentats pratiqués à l'aide de véhicules

ou d'armes blanches. Mais Édouard Philippe voudrait laisser croire qu'en créant une unité de profilage chargée d'identifier les facteurs de passage à l'acte, en renforçant les moyens destinés à surveiller les sortants de prison soupçonnés de radicalisation islamiste, ou bien encore en créant un parquet spécialement dédié à la lutte contre le terrorisme, celui-ci serait moins menaçant. C'est d'abord une comédie jouée pour se présenter en champion de la sécurité et de la manière forte.

La Ligue des droits de l'homme a dénoncé la

nouvelle panoplie antiterroriste en évoquant le risque de créer un «*délit de la pensée*». Le gouvernement prévoit que les enquêtes administratives de sécurité, pour délivrer des habilitations secret défense ou des habilitations pour travailler dans les transports, seront facilitées et étendues. Ainsi, sous prétexte de donner des moyens supplémentaires à la police et à la justice pour lutter contre le terrorisme, ce sont bien les libertés publiques qui reculent.

Les attaques terroristes, qu'elles soient le fait de groupes organisés ou

d'isolés au passage à l'acte imprévisible, sont d'abord l'écho sanglant des guerres et du chaos que les grandes puissances, dont l'impérialisme français, entretiennent depuis des décennies au Moyen-Orient ou en Afrique. Prétendre que l'on pourra s'en protéger par des mesures policières et de justice est une tromperie, car le terrorisme se nourrit de la barbarie dans laquelle le capitalisme pousse la société. Mais mentir, sur ce terrain comme sur le reste, c'est le métier d'un Premier ministre.

Boris Savin

États-Unis : vers la guerre commerciale ?

La tournée de Donald Trump en Europe, le sommet de l'Otan à Bruxelles suivi de sa visite en Grande-Bretagne, a montré quelles réalités opposent aujourd'hui les États-Unis et les puissances européennes sur fond de guerre commerciale, et peut-être aussi de campagne électorale américaine.

Trump exprime tout haut ce qui est habituellement caché sous un langage diplomatique. Il reproche à l'Allemagne d'acheter du gaz russe et de soutenir la construction d'un deuxième gazoduc à travers la mer Baltique, qui permettra à la Russie d'augmenter ses exportations vers l'Europe. Comme l'a écrit Trump dans un tweet: «*Les États-Unis paient pour la protection de l'Europe, puis perdent des milliards sur le commerce.*» Trump a fait de la réduction du déficit commercial des États-Unis son cheval de bataille. Leur balance commerciale avec l'Europe est déficitaire de quelque 100 milliards d'euros par an, depuis des années.

L'Union européenne, une cible pour Trump

En fait, les relations économiques entre les États-Unis et l'Europe ont été fondées sur la rivalité et la concurrence.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le plan Marshall suivi de la mise en place du Marché commun, sous le patronage des États-Unis dont les exportations étaient entravées par le morcellement de l'Europe, marquaient la suprématie américaine. Depuis, même si la puissance économique américaine reste prépondérante, les capitalistes européens se sont renforcés dans un marché global limité et en crise, ce qui fait de l'UE la cible de Trump, même si cette union n'est guère plus qu'une zone de libre-échange dans laquelle chaque État membre défend les intérêts de ses propres capitalistes. Il cherche à exacerber les multiples divisions qui travaillent l'UE, encourageant des nationalistes xénophobes comme Orban en Hongrie ou Salvini en Italie, et critiquant le Brexit doux de Theresa May.

Trump reflète-t-il la volonté de la bourgeoisie

américaine de s'engager durablement dans un protectionnisme agressif? Rien n'est moins sûr, car la bourgeoisie des États-Unis n'est pas largement favorable à une guerre commerciale. D'abord, parce que déficit commercial ne rime pas forcément avec faiblesse économique. Dans des échanges qui se font surtout en dollars, les États-Unis, tout en consommant plus qu'ils ne produisent, peuvent imprimer de la monnaie ou s'endetter pour financer leur déficit commercial. En outre, une bonne part de ce qui est considéré comme importé rapporte aux capitalistes américains, comme les iPhones achetés aux États-Unis. Assemblés en Chine, ils sont Made in China, mais les profits vont d'abord à Apple.

Un protectionnisme à double tranchant

Une réelle guerre commerciale pourrait léser des entreprises, voire des secteurs de l'économie du pays. C'est l'objectif des représailles de la Chine ou de l'UE. En outre, la protection accordée à des entreprises américaines par des tarifs douaniers peut en léser d'autres: les droits de

douane sur l'acier peuvent bénéficier aux trusts sidérurgiques américains, qui pourront augmenter leurs prix, et léser en retour les constructeurs automobiles du pays, dont les coûts de fabrication seront augmentés. Quand le Parti démocrate s'oppose à la guerre commerciale, il défend tout autant que Trump les intérêts de la bourgeoisie américaine.

Trump explique qu'il met en place des droits de douane pour préserver des emplois. Les États-Unis en auraient en effet perdu 5,5 millions, soit 30% des emplois industriels, en trente ans. Mais en même temps la production industrielle des États-Unis a augmenté de 60%! Autrement dit, si les compagnies américaines ont supprimé ces emplois, c'est moins en raison de la concurrence que par l'augmentation de la productivité et pour accroître les profits.

Alors, Trump est-il mu surtout par des choix de politique intérieure? C'est un démagogue, qui s'est fait élire en élargissant la base républicaine à un électoral sensible à son discours chauvin et protectionniste sur la

relocalisation des emplois industriels. Alors que des élections de mi-mandat auront lieu début novembre, il veut montrer à ses électeurs qu'il tient ses promesses.

Pour l'instant, c'est surtout de la mise en scène: par exemple, les entreprises américaines qui importent de l'acier et de l'aluminium surtaxés ont inondé le ministère du Commerce de 20 000 demandes d'exemption, demandes que l'administration est incapable de traiter, faute de personnel.

Il reste que ce qui n'est au départ qu'un discours démagogique peut déboucher sur une vraie guerre commerciale, qui approfondirait la crise. En Europe comme en Amérique, les travailleurs auraient tort de croire que des mesures protectionnistes, ou au contraire une libéralisation des échanges, pourraient être une protection pour eux. Les seules véritables garanties pour les travailleurs seront celles qu'ils imposeront aux capitalistes en matière de salaires, d'emplois et de conditions de vie, quels que soient les soubresauts de ce système en crise.

Xavier Lachaud

Haïti : le Premier ministre démissionné par la rue

Après quatre jours d'émeutes le Premier ministre haïtien, Jack Guy Lafontant, a annoncé sa démission samedi 14 juillet.

À l'annonce des hausses qu'il voulait imposer, la population des quartiers populaires avait envahi les rues des principales villes. Elle refusait de voir augmenter de 30% le prix de l'essence, de 47% celui du diesel et même de 51% celui du pétrole lampant, utilisé pour les lampes avec lesquelles les familles pauvres sont contraintes de s'éclairer, faute d'électricité. La force du mouvement était telle que le gouvernement avait jugé préférable de reculer et d'annoncer la suspension de ces mesures jusqu'à nouvel ordre. Mais cela n'avait pas suffi à calmer la colère des manifestants, et le blocage de la capitale Port-au-Prince continuait, ainsi que la présence des barricades.

Face à une situation qui risquait de s'aggraver encore, le Premier ministre a donc fini par accepter de jouer le rôle de fusible. Sous la pression de plus en plus insistante des députés, qui l'avaient convoqué et le menaçaient d'un vote sanction,



Le 7 juillet à Port-au-Prince.

il a annoncé qu'il quittait le pouvoir.

À Haïti, l'un des pays les plus pauvres du monde, le seul moyen pour la population d'éviter d'être étranglée par les possédants et les politiciens à leur service est de riposter violemment dans la rue à leurs attaques.

Le prochain gouverne-

ment, ou le suivant, savent qu'en remettant de telles augmentations sur le tapis ils s'exposeraient à de violentes réactions. Alors, il leur faut chercher à tergiverser, à donner le change. Mais, sur le fond, il s'agira toujours de ponctionner la population pauvre. C'est ce que demandent les industriels,

le FMI et les États-Unis, auxquels tous les dirigeants haïtiens, à commencer par l'actuel président Jovenel Moïse, n'ont rien à refuser.

Les travailleurs, les pauvres d'Haïti viennent cependant de prouver qu'ils sont capables de les faire reculer, jusqu'à imposer le départ d'un Premier ministre.

Ils ont les ressources nécessaires pour défendre leurs intérêts, à condition de ne pas se laisser abuser par les manœuvres des gouvernants et de ceux qui cherchent à utiliser les mouvements populaires pour faire avancer leur propre carrière.

Daniel Mescla

Palestine-Israël

Loi sur l'État-nation, loi d'apartheid

Samedi 14 juillet, plusieurs milliers de manifestants israéliens ont défilé dans les rues de Tel-Aviv pour protester contre la loi dite de l'État-nation juif, actuellement en discussion au Parlement. Partis religieux et d'extrême droite voudraient qu'elle soit adoptée avant la fin du mois.

Cette loi validerait la discrimination, voire la ségrégation au sein de la population israélienne (composée d'une majorité juive, mais aussi d'une forte minorité arabe), par une série de mesures dont l'objectif est « d'ancrer dans la loi le caractère juif d'Israël ». Une clause suscite la colère des

manifestants et a même provoqué la protestation publique du président honorifique d'Israël, Reuven Rivlin, pourtant membre du parti de Netanyahu. Elle prévoit « d'autoriser une communauté composée d'individus de même foi ou de même ethnie à maintenir le caractère exclusif de leur communauté ».

Le gouvernement Netanyahu veut ainsi inscrire dans la loi la politique d'apartheid que les dirigeants sionistes font subir aux populations arabes israéliennes depuis des années. Le ministre des Finances revendique ce caractère ségrégationniste, affirmant que la clause « valide en effet la création de communautés exclusivement juives en Israël », ajoutant que « les communautés arabes vivraient très bien de façon séparée ». D'autres

clauses prévoient de ne plus considérer l'arabe comme langue officielle d'Israël au côté de l'hébreu. D'après des manifestants israéliens, cette disposition légalisera également les discriminations d'accès au logement contre des minorités et des sous-groupes : Juifs orientaux et éthiopiens, homosexuels et même femmes divorcées. Parmi les organisateurs des protestations contre cette loi, certains sont proches de la gauche qui,

lorsqu'elle était au pouvoir, n'a pas mené une politique bien différente de celle de la droite nationaliste. Or l'évolution réactionnaire qui ronge la société israélienne ne pourra être combattue sans rompre avec ce nationalisme et sans qu'une fraction des travailleurs israéliens prenne conscience que leur sort est lié à celui des Palestiniens, et qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

C. C.

Gaza assiégée

Samedi 14 juillet l'armée israélienne a effectué plusieurs dizaines de bombardements sur la bande de Gaza. Parmi les victimes, deux Palestiniens de 15 et 16 ans ont péri sous les bombes israéliennes, des dizaines d'autres sont grièvement blessés.

Depuis des années, Israël a fait de Gaza une prison à ciel ouvert. Les Gazaouis subissent depuis onze ans des raids incessants et un blocus meurtrier, que le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu a renforcé ces dernières semaines. Depuis fin mars, la colère des jeunes a trouvé une expression dans les rassemblements hebdomadaires de la Marche du retour, qui marquent la protestation contre l'expulsion des Palestiniens en 1948. Munis de cerfs-volants enflammés ou de pierres face aux armes sophistiquées de l'armée israélienne, ces jeunes Palestiniens n'ont rien à perdre. Près de 150 d'entre eux sont morts en trois mois.

Fort du soutien affiché de l'impérialisme américain et de celui, plus hypocrite, des dirigeants européens, l'État israélien peut agir

sans entrave. Le gouvernement de Netanyahu, ses ministres d'extrême droite et religieux sont dans la surenchère nationaliste permanente. Naftali Bennet, leader de la droite religieuse, a par exemple exigé que tous les porteurs de cerfs-volants soient abattus par les drones israéliens. Pour l'heure, le Hamas qui gouverne Gaza et le gouvernement Netanyahu ont opté pour un fragile cessez-le-feu. Mais la politique des dirigeants israéliens ne veut laisser aucun espoir aux Palestiniens. Quant aux Israéliens eux-mêmes, qu'ils abreuvent de chauvinisme, ils ne leur promettent que les rôles d'éternels geôliers et de bourreaux, que ce soit au Golan syrien annexé par Israël, en Cisjordanie soumise à une véritable occupation coloniale ou à Gaza.

Christian Chavaux



Manifestation contre la loi sur l'État-nation.

Afghanistan : une guerre sans fin

En Afghanistan, 1 700 civils ont été tués depuis le début de l'année, près de 3 500 ont été blessés. C'est le bilan le plus meurtrier pour les civils depuis dix ans, selon l'ONU. Les groupes se revendiquant de Daech et les taliban ont revendiqué les attentats dont les victimes sont en majorité des civils.

Mais les opérations aériennes ont également entraîné une augmentation de 52 % du nombre de victimes civiles, comparé à la même période l'an dernier,

avec 149 morts et 204 blessés civils. Plus de la moitié de ces victimes sont portées au compte des forces aériennes afghanes et 45 % aux forces américaines, les seules

de la coalition occidentale conduite par l'Otan à mener des opérations aériennes.

Derrière ce bilan statistique, il y a une guerre qui continue en Afghanistan, dix-sept ans après le 11 Septembre, qui avait servi de prétexte aux États-Unis pour conduire une coalition à laquelle l'armée française participe.

Obama d'abord, Trump ensuite, contrairement aux engagements du premier, ont maintenu la présence de milliers de soldats américains qui interviennent dans les combats. Les États-Unis tiennent à bout de bras le gouvernement de Kaboul, dont ils assurent 90 % du budget militaire.

Les populations civiles se retrouvent sous le feu d'appareils militaires en compétition. Et, dans cette compétition, les États-Unis, première grande puissance militaire mondiale, sont impuissants à imposer leur ordre et ne font que jeter de l'huile sur le feu, avec comme résultat d'apporter de l'eau au moulin du terrorisme et de condamner la population afghane à une guerre sans fin.

Boris Savin

Allemagne : sinistre anniversaire

Horst Seehofer, le ministre de l'Intérieur allemand, qui appartient au parti CSU très à droite, exige depuis des semaines de la chancelière Merkel une politique dirigée contre les migrants, notamment avec l'édification de camps à la frontière avec l'Autriche, en vue de limiter drastiquement leur entrée sur le territoire. Dans cette veine, Seehofer s'est publiquement félicité que

le 4 juillet, jour de son 69^e anniversaire, 69 migrants aient été expulsés vers l'Afghanistan, chiffre très supérieur au chiffre habituel.

La mort attend les expulsés, dans ce pays dévasté par la guerre qu'ils avaient eu tant de mal à fuir, et l'un d'entre eux s'est d'ores et déjà suicidé. Que Seehofer s'en réjouisse à sa façon, cela juge ce sinistre politicien.

F. G.



Noyades : des morts qu'on aurait pu éviter

Trois jeunes enfants sont morts noyés, dimanche 8 juillet, dans le lac de Pré Saint-Jean sur la commune de Chalon-sur-Saône. Ces enfants de milieu populaire, comme la plupart des victimes de noyades, ne savaient pas nager.

Entre le 1^{er} juin et le 5 juillet, 121 personnes sont mortes de cette manière soit trois victimes par jour. Mais comme le dénonce le secrétaire général adjoint du Syndicat national des maîtres-nageurs sauveteurs : « Ce sont toujours les pauvres qui payent le plus lourd tribut en cas de noyade. À Neuilly-sur-Seine ou dans le 16^e à Paris,

croyez-moi, tous les gamins savent nager à 8 ans ! Alors qu'à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où je travaille, seuls les enfants des écoles privées sont dans ce cas. La barrière sociale est réelle. »

À l'heure où la Seine-Saint-Denis est célébrée pour avoir donné un Mbappé au foot, force est

de constater que c'est aussi l'un des départements les plus déficitaires en équipements sportifs et en particulier en piscines : on y compte 0,55 bassin pour 10 000 habitants contre 0,94 à l'échelle nationale. Et dans de nombreuses communes, le prix de la piscine et des cours de natation dissuade les parents d'y envoyer leurs enfants. L'Éducation nationale, qui devrait remédier à cette inégalité, peine à le faire dans les zones populaires ou rurales, faute d'équipements et d'encadrants.

Une piscine en banlieue parisienne.



60 à 70 % des collègues n'emmenent leurs élèves à la piscine qu'en sixième et ne le font plus après. Du coup, la plupart des enfants n'apprennent que des rudiments de natation. En Seine-Saint-Denis, 60 % des habitants, adultes compris,

ne savent pas nager. Ils seraient 90 % à Saint-Denis même. Beaucoup de noyades pourraient sans doute être évitées, si l'État donnait réellement à tous la possibilité d'apprendre à nager.

Aline Urbain

Violences policières au tribunal de Paris

Un policier a été mis en examen jeudi 12 juillet pour avoir frappé un détenu à l'intérieur du Tribunal de grande instance de Paris.

Les faits remontent au 9 juin, mais c'est la mise en ligne d'une vidéo, un mois après, qui a révélé l'affaire et obligé l'Inspection générale de la police nationale, l'IGPN, à ouvrir une enquête. Sur les images, on voit très clairement un policier malmenant un détenu pour le ramener de force dans sa cellule, avant de le frapper et de lui donner des coups de pied. L'agent mis en cause a été libéré sous caution, suspendu de

ses fonctions et placé sous contrôle judiciaire.

Une seconde enquête a également été ouverte pour « introduction frauduleuse dans un système de traitement automatisé de données », dans le but de déterminer comment ces images filmées par les caméras de vidéosurveillance ont pu fuiter. Le problème, pour l'État, n'est pas tant l'existence de telles violences que le fait qu'elles soient rendues publiques et viennent « nuire à l'image de l'ensemble des forces de sécurité », comme le déclarait le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le jour de

la publication de la vidéo.

Le but est évidemment de laisser penser qu'il s'agit d'un fait isolé, exceptionnel. De la même manière, les sources policières interrogées par le journal *Le Monde* insistent sur la qualité de « stagiaire » du policier mis en examen, comme s'il ne s'agissait que d'une erreur de débutant.

Deux semaines après la mort à Nantes d'Aboubakar Fofana, tué d'une balle dans la nuque par des agents, parler des violences policières récurrentes comme s'il s'agissait d'erreurs exceptionnelles, il faut le faire !

Pauline Kermann

Nantes : un camp de réfugiés au centre-ville

Environ 500 migrants se sont installés depuis fin juin au square Daviais, en plein centre de Nantes, à deux pas de la Fnac. Ce sont en grande majorité de jeunes hommes qui ont été expulsés le 19 juin de Cap 44, un bâtiment vide depuis des lustres et destiné à le rester longtemps encore.

Beaucoup d'entre eux dorment à trois dans des tentes données par le réseau associatif et vivent dans des conditions déplorables. En effet, ils disposent d'un seul point d'eau et d'une unique toilette publique, ouverte seulement de 8h à 18h.

Les militants associatifs qui distribuent des repas sont débordés par le nombre. Et, alors que la préfecture vient de demander leur expulsion et contacte les autres départements de

la région pour leur évacuation, c'est seulement maintenant que la mairie annonce qu'elle va financer l'aide alimentaire distribuée par les associations.

La situation sanitaire de ces réfugiés est également préoccupante. Une part non négligeable d'entre eux souffre de gale ou d'abcès

non soignés. Face à cette urgence, vendredi 13 juillet, Médecins du monde a d'ailleurs tenu une consultation. Une situation choquante, à l'image de la politique du gouvernement français et des autres gouvernements européens, face au drame que vivent les migrants.

Correspondant LO



Travailleurs détachés : les damnés de la terre

Début juillet, la CGT a dénoncé l'exploitation dans des conditions révoltantes des milliers de travailleurs détachés sur les exploitations agricoles du sud-est de la France.

Venus pour la plupart du Maroc et d'Amérique latine, ces travailleurs sont employés par des agences d'intérim espagnoles. « Nous parlons de personnes humaines en captivité, qui travaillent dans des conditions dignes de l'esclavage, beaucoup travaillent onze heures par jour, elles sont renvoyées immédiatement, expulsées de France, en cas d'accident ou de maladie », dénonce un militant.

À Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, la CGT a notamment relaté la situation de travailleurs logés à six ou huit dans un mobil-home, moyennant 230 euros de loyer chacun.

La principale agence, qui fournit ces travailleurs détachés, est Terra Fecundis (20 % du travail agricole intérimaire en France) qui avait déjà fait l'actualité suite à la mort d'un travailleur équatorien en 2011, et en 2014, suite à une enquête pour suspicion de fraude.

Les travailleurs sont payés au mieux 7 euros de l'heure et facturés 14 à 15 euros aux agriculteurs faisant appel aux services de Terra Fecundis. C'est un tarif qui se pratique habituellement, mais les intérimaires proposés peuvent travailler bien au-delà de la durée moyenne d'une journée de travail, pour la plus grande satisfaction des bien-nommés exploitants. Lutter contre l'exploitation de ces travailleurs détachés, c'est l'intérêt de l'ensemble des travailleurs.

Christian Chavaux

Parcoursup : la galère des bacheliers

Au 17 juillet, 102 000 bacheliers inscrits sur Parcoursup n'avaient reçu aucune proposition de formation, et 152 000 autres n'avaient pas validé la proposition qui leur a été faite, n'en étant pas satisfaits. Ces incertitudes sont pénibles pour les candidats, qui non seulement sont anxieux, mais ne savent pas où ils devront s'installer dans quelques semaines. Elles posent également des problèmes aux universités, BTS et DUT, où

le remplissage des formations s'opère moins bien qu'avant.

Il y a un an, avec le système APB, 87 000 bacheliers étaient sans affectation, et le gouvernement présentait ce chiffre comme « un énorme gâchis ». Il s'agissait en réalité d'enterrer APB pour accroître, avec Parcoursup, la sélection universitaire. Avec les résultats scandaleux que l'on voit.

M.B.

Actemium et Siemens – Roissy : grève aux convoyeurs bagages

À l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, la majorité des techniciens de maintenance du système automatique de tri des bagages sont en grève depuis samedi 14 juillet.

À une bonne cinquantaine, ces travailleurs ont manifesté joyeusement dans l'aéroport, avec drapeaux et slogans, sous les encouragements d'autres travailleurs de la plateforme et de certains voyageurs. Employés par Siemens ou par Actemium, ils se battent ensemble. C'est d'autant plus naturel qu'ils sont mélangés dans les équipes.

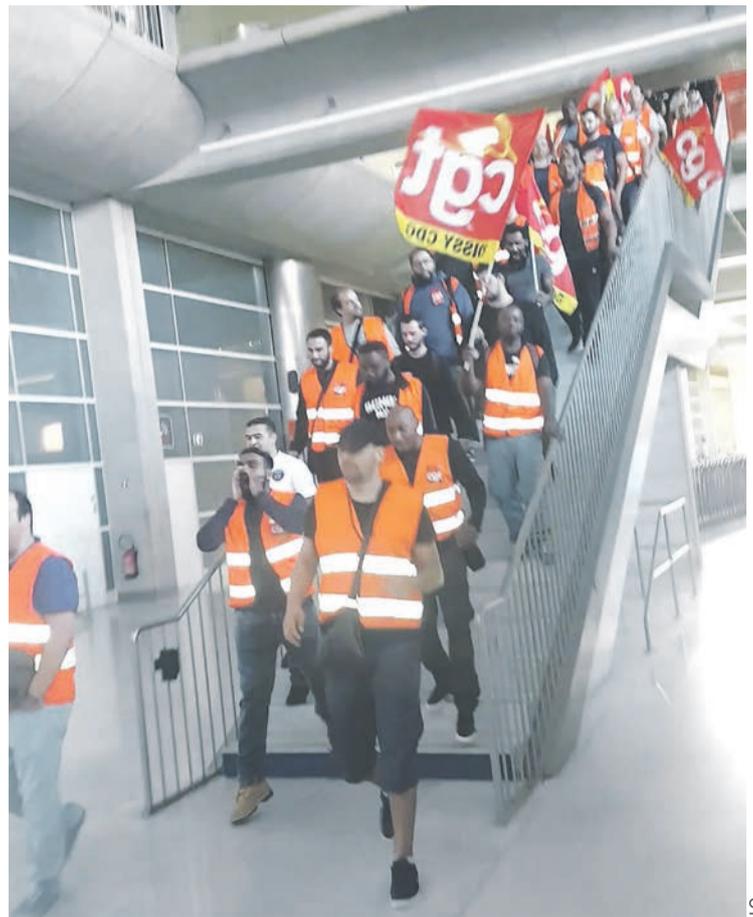
Le mécontentement couvait depuis des mois et il est général. Ces travailleurs interviennent sur des dizaines de kilomètres de tapis

roulant, au 4^e sous-sol, dans un espace clos et bruyant, où il peut faire 45 degrés; et cela en horaires décalés et sans cesse changeants. De plus, les départs de techniciens ne donnent pas lieu à de véritables embauches, si bien que la charge de travail ne cesse d'augmenter. Les NAO (négociations annuelles obligatoires) n'ont même pas abouti à des augmentations de salaire. Et, pour couronner le tout, les majorations le dimanche sont différentes d'une entreprise à une autre.

Les conditions de travail se dégradent et les salaires stagnent, alors que les profits de ces grandes entreprises grossissent. Les actionnaires de Vinci, qui contrôle Actemium, ont touché 1,5 milliard d'euros de dividendes en 2017, l'équivalent de 4 300 euros par salarié.

Pour toute réponse, les deux directions se sont déplacées seulement au bout du troisième jour de grève, lundi 16 juillet, pour sermonner les grévistes et les inviter à reprendre le travail! Mais ceux-ci sont déterminés à imposer leurs revendications et à ne pas se laisser diviser.

Correspondant LO



Ryanair : les travailleurs ne veulent pas être low cost

Le jeudi 12 juillet, une centaine de pilotes de Ryanair sur 350 ont fait grève. Trente vols sur les 290 prévus ce jour-là de ou vers Dublin ont été annulés.

Les pilotes demandent une amélioration de leurs salaires et de leurs congés, très inférieurs à ceux des compagnies concurrentes. Ils refusent également de pouvoir être transférés au gré de leur employeur d'une des bases de la compagnie à une autre en Europe, voire

en Afrique du Nord: ils demandent que les plus anciens puissent choisir leur affectation.

Le syndicat des pilotes irlandais a programmé deux autres journées de grève, les 20 et 24 juillet, qui sont des jours de grands départs. La direction de Ryanair les

prend de haut, disant qu'ils peuvent toujours «faire de nouvelles grèves pour rien».

Le patron aurait déclaré : «Le jour où il y aura des syndicats chez Ryanair, il gèlera en enfer.» Mais en décembre Ryanair a connu sa première grève de pilotes en Allemagne. Les menaces de grève ajoutées à des démissions de nombreux pilotes ont contraint la direction à changer d'attitude. En plus

de reconnaître les syndicats, Ryanair est de plus en plus obligé par les mobilisations et la justice d'appliquer le droit local –et non le droit de l'Irlande, son pays d'origine, moins favorable aux travailleurs– dans des pays où elle a des bases ou voudrait en avoir, comme les Pays-Bas ou la France.

Les 25 et 26 juillet, les hôtes et stewards de quatre pays où elle est installée

(Belgique, Portugal, Italie, Espagne) ont programmé une grève pour exiger des conditions identiques pour les intérimaires et les embauchés, tandis qu'en août les syndicats des pilotes allemands en envisagent une autre.

Low cost ou pas, la force des travailleurs c'est la grève et l'organisation collective.

Frédéric Gesrol

La Poste – Rosny-sous-Bois : plus personne à l'adresse indiquée

À Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, la dernière réorganisation de La Poste a provoqué une telle confusion dans la distribution du courrier que même le maire de droite s'est senti obligé d'alerter la presse.

Depuis plus d'un mois, les habitants reçoivent leur courrier par à-coups. Certaines lettres arrivent avec vingt jours de retard. La

réorganisation entraîne la séparation entre préparation et distribution du courrier. Auparavant, dix-sept facteurs préparaient leur tournée, puis effectuaient la distribution. Ils pouvaient donc planifier au mieux le parcours qu'ils connaissaient. Aujourd'hui, il n'y a plus que cinq postiers attachés à la préparation, qui se retrouvent dans un centre

situé dans une autre commune. Dix autres facteurs sont affectés à la distribution à Rosny et, au passage, la direction a supprimé deux postes.

À la distribution, il était déjà difficile de tenir à dix-sept sans prolonger la journée de travail. À dix, c'est mission impossible, même en travaillant six jours sur sept. Certains postiers

qui ne s'étaient jamais arrêtés n'en peuvent plus et craquent, d'autres parlent de démissionner.

Début décembre, les facteurs de Rosny avaient réagi une première fois en organisant des débrayages, en cherchant à s'adresser par tract aux usagers et en faisant signer une pétition.

Depuis une dizaine d'années, La Poste a programmé

des réorganisations avec des coupes sévères dans les effectifs tous les deux ans. Pour tous, réorganisation rime avec suppression de postes, dégradation des conditions de travail et des services rendus aux usagers, ce qui mériterait une réaction d'ensemble des travailleurs de La Poste.

Correspondant LO

Tati – Chambray-lès-Tours : porte close sans préavis

Depuis mi-mai, les salariées du magasin Tati récemment installé dans la nouvelle zone commerciale Ma petite Madelaine, à Chambray-lès-Tours, vidaient les rayons pour un maxi destockage avant travaux.

Arrivées le vendredi 30 juin dans un magasin presque vidé de marchandises et même de rayonnages, elles n'avaient toujours aucune nouvelle, ni de leur patron, ni de ce qu'elles feraient la semaine suivante. La responsable devait déposer les clés au

magasin GiFi d'une zone proche, le groupe GiFi ayant racheté l'enseigne Tati en 2017. Le 2 juillet, elles ont trouvé porte close, une affiche annonçant : «Fermeture définitive de votre magasin Tati».

Alertée par une militante locale, cliente du magasin et

en lien avec les salariées inquiètes, la CGT du département a organisé un rassemblement et convoqué la presse locale. Il a fallu cela pour que le grand patron de Tati Mag se déplace et accorde une interview au quotidien régional, dans laquelle il a parlé de «maladresse par manque de communication». Il a osé dire qu'il n'y avait pas de suppressions de postes, avant d'enchaîner les mensonges, sur les salariées soi-disant

en congés annuels jusqu'au 22 juillet, auxquelles on aurait proposé des mutations temporaires à Blois ou à Cholet, dont six seraient reprises (quand?) dans le nouveau magasin. Toutes choses dont les principales intéressées n'avaient jamais entendu parler!

De toute évidence, les patrons de Tati et GiFi ont tout fait pour écœurer les salariées en les laissant dans l'incertitude pour qu'elles partent d'elles-mêmes,

méthode employée semble-t-il dans d'autres magasins de l'enseigne qui doivent aussi passer sous celle de GiFi.

Mais là, ces patrons sont tombés sur un os : un groupe de salariées solidaires et décidées à ne pas se laisser faire. Elles ne comptent pas en rester là et entendent faire respecter leurs droits les plus élémentaires contre cette arrogance et cette impunité patronales.

Correspondant LO

Dans les hôpitaux : Succès au Havre

Depuis le 16 juin, les salariés de l'hôpital psychiatrique Pierre-Janet du Havre avaient multiplié les débrayages, les manifestations et les actions pour dénoncer les conditions indignes dans lesquelles ils travaillent et accueillent les malades.

Les salariés réclamaient l'embauche définitive des contractuels, de médecins, ainsi que l'ouverture d'une nouvelle unité de soins et l'attribution du personnel nécessaire, soit 50 postes. Le 26 juin, sept d'entre eux s'étaient installés sur le toit terrasse de l'hôpital et n'en étaient plus descendus, se baptisant les « perchés ». Lundi 9 juillet, 400 personnes avaient manifesté au Havre

pour faire entendre les revendications des salariés.

Malgré l'impact médiatique de cette occupation et le soutien dont les salariés bénéficient dans la population, ils s'étaient heurtés à des refus de la part de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la ministre. Cependant, la direction de l'hôpital et l'ARS ont fini par reculer. Pour absorber le surplus de patients, une



unité temporaire de 22 lits sera ouverte pendant quatre mois dans l'hôpital général Jacques-Monod, situé près du Havre. La création de 34 postes est aussi annoncée, dont une partie seront affectés à un pool de remplacement de nuit. Des travaux

sont également prévus dans certains services.

Mercredi 11 juillet, après 26 jours de lutte, les salariés ont voté la fin du mouvement. Sans illusions sur le fait que les moyens accordés puissent régler durablement la situation, ils ont

estimé que ces concessions de l'administration constituaient des acquis importants permettant la reprise du travail. Ils l'ont bien compris : sans leur mobilisation, cette victoire n'aurait pas été possible.

Correspondant LO

À Lyon, colère au pool

La nuit du 13 au 14 juin, les soignantes du pool de nuit de l'hôpital neurologique du groupe hospitalier Est (GHE) de Lyon se sont mises en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et le non-remplacement de huit infirmières et d'une aide-soignante. Elles revendiquaient, en outre, la création de deux postes dans le service AVC où elles sont fréquemment envoyées.

Des années de coupes budgétaires opérées par les gouvernements successifs ont mis de nombreux services en sous-effectif chronique. Les rappels sur temps de repos sont devenus monnaie courante, à tel point qu'aujourd'hui, dans les Hospices civils de Lyon (HCL) dont fait partie le GHE, près de 90 000 jours de RTT sont placés sur des comptes épargne-temps, auxquels s'ajoutent un million d'heures supplémentaires dues aux agents.

C'est à ce prix que la directrice des HCL pouvait se féliciter en début d'année d'un excédent budgétaire de sept millions d'euros sur l'année écoulée.

À la veille de la période estivale des congés, le manque de remplaçants et l'absence de validation de leurs congés, en attente depuis fin mars, ont fait

éclater le ras-le-bol au pool de nuit de l'hôpital neurologique. Bien que pour la plupart elles aient été assignées lors de leur nuit de grève, ce coup de colère a débloqué la validation des congés. La direction a bien tenté de diviser en acceptant les dates demandées par les titulaires tout en décalant celles des CDD, mais le pool est resté uni. C'est toutes ensemble que les soignantes ont décidé d'envoyer dix-sept d'entre elles en délégation interpeller la direction sur leurs revendications à la réunion du comité hygiène, sécurité et conditions de travail du 28 juin.

À la suite de leur mouvement, quelques CDD ont déjà été recrutés. Fières de leur action collective, les soignantes sont néanmoins bien décidées à rester vigilantes.

Correspondant LO

À Angers, services amputés

Fermetures de lits, réorganisation de services, polyvalence imposée aux soignants : la direction du CHU d'Angers a commencé à appliquer en juin son plan d'économies, malgré l'opposition de nombreux salariés depuis six mois.

En juillet, le traitement de choc prend une tournure plus brutale. En plus des 174 fermetures saisonnières habituelles décidées avant l'été, la direction vient d'annoncer dans la précipitation qu'elle procédait à de nouvelles amputations : 84 lits supplémentaires sont fermés à la mi-juillet, dont 34 dans les services de soins de suite à Saint-Barthélemy.

La raison invoquée, ce sont les désistements de dernière minute de plusieurs dizaines d'aides-soignantes et infirmières embauchées en contrats de remplacement pour l'été.

Le résultat pour les salariés est une surcharge de travail, des changements de service, de plannings, d'horaires. La direction a même déménagé totalement les hospitalisations complètes de Dermatologie, alors que ce service n'a pas de lits fermés. Des services pleins à craquer, des patients hospitalisés dans des secteurs qui ne correspondent pas à leur pathologie, rien de tel pour aggraver les conditions

d'accueil aux Urgences et en aval.

Ce sont là de nouveaux coups de scalpel dans un service public déjà bien attaqué par le plan d'économies annoncé début 2018. Ce plan avait suscité grèves et manifestations depuis la fin 2017. La direction, manifestement, entend profiter de la période des congés d'été qui débute pour enfoncer le clou.

Pour le moment, elle sème la pagaille, comme cela se passe ailleurs dans le pays. Difficile de croire que ce n'est pas organisé.

Correspondant LO

À Nancy, des postes supprimés

Entre 400 et 600 postes seraient menacés au Centre hospitalier régional universitaire (CHRU) de Nancy d'ici à 2023.

Déjà, entre 2014 et 2017, 400 suppressions de postes ont eu lieu, il y a eu pas moins de 40 restructurations et 284 lits ont été fermés. La situation est catastrophique aux Urgences, dans les services de soins, dans les blocs, etc. Par suite

du manque d'effectifs, les soignants sont épuisés et la prise en charge des patients s'est beaucoup dégradée.

C'est le gouvernement, sous couvert du Copermo, le comité interministériel chargé d'attribuer de l'argent aux hôpitaux, qui exige ces suppressions de postes pour accorder les crédits demandés par la direction du CHRU. Car maintenant l'État ne délivre des

moyens aux hôpitaux que contre l'engagement de faire de nouvelles économies, principalement en supprimant des postes.

La politique d'économies à l'hôpital mène tout droit à la catastrophe. L'État doit fournir aux hôpitaux les moyens dont ils ont besoin pour fonctionner, un point c'est tout.

Correspondant LO

Manpower : non aux discriminations syndicales

Du 2 au 5 juillet, des élus CGT de Manpower ont occupé les locaux d'une agence de Montpellier. Ils dénonçaient ainsi la discrimination dont font l'objet les élus de cette célèbre entreprise d'intérim.

La direction ne propose quasiment plus de

missions aux militants syndicaux et, quand elle en propose, c'est loin du domicile, pour seulement un ou deux jours de travail.

Les militants ont entamé l'occupation de l'agence, s'adressant aux passants et aux commerçants du quartier. Ils ont

rencontré une vive sympathie et les discussions sont allées bon train, autour d'un café ou de quelques fruits de la région.

Certains n'ont pas hésité à qualifier Manpower d'esclavagiste moderne. Après un reportage de France 3, la direction a proposé une

réunion, que les militants ont refusée. Ils ne voulaient rien d'autre qu'un document écrit qui engage Manpower à proposer des missions à un taux horaire correct et correspondant aux qualifications des militants.

Dans la soirée du

5 juillet, la direction a finalement cédé sur toutes les revendications et a proposé aussitôt du travail aux militants concernés. Face à ce géant international de l'intérim, les militants ont su se faire respecter.

Camille Paglieri

Sanofi – Mourenx: scandale environnemental

Au récent scandale de la Dépakine, médicament jugé responsable de malformations et de retards de développements de milliers d'enfants, s'ajoute maintenant le scandale environnemental et sanitaire de l'usine de Sanofi de Mourenx, dans les Pyrénées-Atlantiques, dans laquelle il est produit et dont Mediapart et France Info ont révélé les rejets de polluants hautement toxiques.

Si, devant le tollé suscité par ces révélations, le géant pharmaceutique riche à milliards a été obligé, dès le lendemain 9 juillet, de mettre à l'arrêt son usine de Mourenx, l'affaire remonte plus loin dans le temps. En septembre 2017, une visite officielle des installations a permis de découvrir que deux cheminées du site sur trois n'ont jamais fait l'objet d'aucun contrôle, alors que le suivi des rejets de



composants organiques volatiles (COV) est obligatoire. Sanofi a mis plus d'un mois à obtempérer, et les résultats ont révélé des dépassements astronomiques de polluants. L'usine en émettait ainsi 7 000 fois plus qu'elle n'est autorisée à le faire. Et, dans le cas d'un seul de ces composants, le bromopropane, il s'agit de dépassements allant de 90 000 à 190 000 fois la norme. Or le bromopropane est classé par l'Organisation mondiale de la santé comme cancérigène, mutagène et susceptible d'altérer la fécondité...

Après avoir affirmé que les riverains n'étaient pas exposés à ces rejets toxiques, Sanofi a rétrogradé et arrêté en avance l'usine « pour des travaux de maintenance »

d'été, sans même évoquer les menaces pesant sur la santé et le sort de la cinquantaine de salariés du site. Le soir de la manifestation des riverains et salariés du 11 juillet, le préfet des Pyrénées-Atlantiques a lui-même reconnu qu'« il apparaissait clairement que l'entreprise savait depuis un certain temps que ces rejets existaient », niant toute responsabilité de l'État, également mis en cause par l'association des riverains, l'Arsil. Les travailleurs, les habitants et les associations ne peuvent compter que sur leur propre détermination pour mettre en lumière les dangers que des trusts comme Sanofi sont prêts à leur faire courir tous les jours.

Marlène Stanis

Lactalis: pollueur et pas payeur

À Saint-Just-de-Claix, en Isère, Lactalis possède une fromagerie, l'Étoile du Vercors. Depuis des années, cette usine refuse de se raccorder au réseau d'assainissement intercommunal et rejette ses eaux usées et polluées directement dans l'Isère!

L'usine de Saint-Just-de-Claix fabrique du Saint-Marcellin et d'autres fromages et est passée en 2011 sous le contrôle du groupe Lactalis. Au début des années 2000, une vingtaine de communes, dont Saint-Just-de-Claix, projetèrent un réseau d'assainissement des eaux usées avec une station d'épuration. La direction d'alors de l'Étoile du Vercors, cette fromagerie réputée et qui marchait bien mais qui n'appartenait pas encore à Lactalis, donna son accord pour se raccorder à ce réseau.

En 2014, le réseau étant opérationnel, Lactalis négocia son raccordement au réseau, pour un prix très concurrentiel par rapport aux foyers individuels. Alors qu'il aurait dû payer 7 millions d'euros, l'Étoile du Vercors se vit proposer un raccordement pour 1,15 million d'euros. Mais c'était encore trop pour Lactalis, qui refusa cette

proposition, trouvant bien plus simple et nettement moins cher de continuer à tout rejeter dans l'Isère!

Depuis, Lactalis refuse obstinément son raccordement, alors que le tuyau passe au pied de la fromagerie. Non seulement le groupement de communes a un important manque à gagner, que payent finalement les habitants des communes concernées, mais de plus la pollution continue à plein débit.

L'affaire a été portée au tribunal correctionnel et la plainte a été déposée pour pollution par une association de défense de l'environnement et les communes locales, dont Saint-Just-de-Claix. Mais la justice est lente et, en attendant, la pollution continue et le manque à gagner augmente. Mais c'est toujours cela de gagné pour la famille Besnier qui préside aux destinées de Lactalis.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Mali : candidats à servir l'impérialisme français

Les élections présidentielles auront lieu au Mali le 29 juillet. Si 23 candidats sont en lice face à l'actuel président, Ibrahim Boubacar Keïta, tous font partie du vivier d'hommes politiques sur lequel les dirigeants de l'impérialisme français savent pouvoir compter pour être les relais de sa politique.

Ibrahim Boubacar Keïta a été élu il y a cinq ans dans la foulée de l'intervention militaire française. Parallèlement aux opérations contre les groupes djihadistes qui occupaient le Nord du pays, l'impérialisme français avait alors piloté un processus de transition politique lui permettant d'en finir avec la période d'instabilité qui avait suivi le renversement du président malien en titre par un coup d'État militaire. Les élections présidentielles avaient été l'aboutissement de cette

transition élaborée à Paris.

Pendant cinq ans, Ibrahim Boubacar Keïta a gouverné à l'ombre des forces françaises et de leurs supplétifs de l'ONU. Alors qu'il avait promis de mettre fin à la corruption, qui avait été l'une des causes principales de l'effondrement du régime et de son armée, il a perpétué cette tradition, au point d'être surnommé «ma famille d'abord». L'armée malienne, qu'il devait reconstituer, s'est surtout illustrée par ses exactions, et perpétue aujourd'hui sa vieille tradition de racket

contre les populations. L'insécurité règne dans tout le Mali, et ses habitants sont toujours aussi misérables.

Les concurrents du président en place promettent à leur tour d'en finir avec la corruption et l'insécurité. Mais tous ont le même profil de serviteurs de l'impérialisme français. Le principal opposant, Soumaïla Cissé, était déjà présent en 2013 où il était arrivé derrière Ibrahim Boubacar Keïta à la présidentielle. Ancien cadre de sociétés françaises, ministre dans plusieurs gouvernements maliens, familier des institutions économiques et financières d'Afrique de l'Ouest, il a le profil type de ces hommes dont l'impérialisme français a déjà pu tester la fidélité. Il en va de même de Cheick Modibo



Ibrahim Boubacar Keïta.

Diarra, ancien Premier ministre dans le gouvernement de transition qui précéda l'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta et par ailleurs président de Microsoft Afrique. Sept anciens ministres du président se présentent aujourd'hui contre lui.

Ces candidats, qui portent chacun une responsabilité dans la situation actuelle, se battent à nouveau pour l'accès à la mangeoire gouvernementale.

Ils promettent «la paix et la prospérité», mais comptent aussi beaucoup sur le soutien des chefs religieux et sur les proximités ethniques ou régionales qui peuvent amener la population pauvre et les travailleurs immigrés en France à voter pour eux. Mais c'est à condition de mener la politique que l'impérialisme français leur dictera que ces candidats et leur clan pourront s'enrichir.

Daniel Mescla

Géants du pétrole : ils empoisonnent l'Afrique

Selon un rapport officiel des Pays-Bas, les carburants vendus en Afrique contiennent une forte quantité de produits chimiques dangereux pour la santé.

Les courtiers en pétrole ont même une expression pour cela, la «qualité africaine»: ce sont des produits pétroliers de mauvaise qualité, contenant du soufre en quantités 200 à 1 000 fois supérieures aux normes autorisées en Europe, mais aussi de manganèse ou de benzène, des substances fortement cancérigènes, ainsi que d'autres produits

pétrochimiques interdits dans la majeure partie du monde.

Ce scandale avait déjà été dénoncé en septembre 2016 par une ONG suisse, Public Eye. Il est aujourd'hui confirmé par l'Inspection pour l'environnement humain et les transports des Pays-Bas, qui a enquêté sur la cargaison de quarante-quatre tankers en partance

pour l'Afrique de l'Ouest. Le mélange toxique se fait dans des ports dotés de raffineries comme ceux de Rotterdam, Amsterdam ou Anvers, d'où partent une grande partie des produits pétroliers destinés à l'Afrique, ou parfois en pleine mer, par souci de discrétion.

Les grandes compagnies pétrolières comme Shell ou Total, ainsi que les sociétés européennes de courtage comme Glencore ou Trafigura qui exportent ces carburants très toxiques,

empoisonnent volontairement les grandes villes africaines, parmi les plus polluées au monde, principalement à cause des particules fines issues des gaz d'échappement des véhicules. D'autant plus que ces carburants entravent le bon fonctionnement des catalyseurs et des filtres à particules. Les conséquences pour la santé sont catastrophiques. À Accra par exemple, au Ghana, les maladies respiratoires sont une des principales causes

de consultations médicales et d'hospitalisations.

Plusieurs pays africains s'étaient engagés à réduire les normes de soufre autorisées dans les carburants avant juillet 2017. Mais seul le Ghana l'a réellement fait, les autres ayant cédé à la pression des géants du pétrole.

En effet, ces derniers ne sont pas prêts à abandonner les énormes profits qu'ils font en vendant ces carburants hypertoxiques.

Hélène Comte

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

À en croire les médias, l'actualité a semblé se résumer au seul Mondial de football. Pourtant, le gouvernement ne fait pas relâche pendant les mois d'été et prépare les prochaines attaques contre le monde du travail.

Il a déjà annoncé la couleur, on sait qu'il compte s'en prendre aux retraites, aux aides sociales, aux emplois aidés, diminuer le nombre d'emplois publics utiles à la population, etc. Toutes ces «économies» se font dans le but de distribuer l'argent à fonds perdus

aux grands groupes capitalistes qui continuent quand même à licencier.

Face à ces attaques, s'ils ne veulent pas que leur situation s'aggrave encore plus, les travailleurs ne peuvent rester sans réagir. Quel programme mettre en avant qui puisse unifier dans la lutte l'ensemble du monde du travail ? C'est ce dont les militants de Lutte ouvrière souhaiteraient débattre avec vous. Vous pourrez les rencontrer lors de leurs prochaines étapes :



Les étapes

Pas-de-Calais

Jeudi 19 juillet: Saint-Omer
Vendredi 20 juillet: Calais
Samedi 21 juillet:
Boulogne-sur-Mer

Agglomération bordelaise

Jeudi 19 juillet: Mérignac
Vendredi 20 juillet:
Libourne
Samedi 21 juillet:
Bordeaux-Saint-Michel

Auvergne

Jeudi 19 juillet: Issoire
Vendredi 20 juillet:
Moulins
Samedi 21 juillet: Riom

Loire/Drôme

Jeudi 19 juillet:
Valence
Vendredi 20 juillet:
Romans-sur-Isère
Samedi 21 juillet:
Valence

Nord

Jeudi 19 juillet: Denain
Vendredi 20 juillet:
Maubeuge
Samedi 21 juillet: Douai

Provence

Jeudi 19 juillet:
Aix-en-Provence
Vendredi 20 juillet:
Vitrolles/Marseille
Samedi 21 juillet:
Arles

Saône-et-Loire/Jura

Lundi 23 juillet: Mâcon
Mardi 24 juillet:
Le Creusot
Mercredi 25 juillet:
Chalon-sur-Saône
Jeudi 26 juillet:
Dole
Vendredi 27 juillet:
Lons-le-Saunier
Samedi 28 juillet:
Beaune

Marne/Ardennes

Lundi 23 juillet: Épernay
Mardi 24 juillet:
Châlons-en-Champagne
Mercredi 25 juillet:
Reims
Jeudi 26 juillet:
Reims
Vendredi 27 juillet:
Charleville-Mézières
Samedi 28 juillet: Sedan